

# ACTION URGENTE

## QUATRE HOMMES DÉTENUS AU SECRET EN LIBYE

**Zeyad Ramadan, Ghazi Ramadan, Khaled Sury et un quatrième homme dont on ignore l'identité ont été arrêtés le 19 mars à Tripoli, en Libye. Ils sont détenus au secret et risquent donc d'être torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.**

Le 19 mars, vers 20 heures, un groupe d'hommes qui appartiendrait aux services de la Sécurité intérieure a enfoncé la porte de la maison où vivaient les deux frères **Zeyad** et **Ghazi Ramadan** dans l'ouest de Tripoli, d'après des membres de leur famille qui n'habitent pas en Libye. Les hommes les ont arrêtés, ainsi que leurs deux invités, Khaled Sury, père de quatre enfants, et un autre homme dont on ignore l'identité. Selon les informations dont dispose Amnesty International, après l'arrestation, les agents des forces de sécurité seraient restés dans la maison des frères Ramadan pendant quatre heures environ ; ils auraient procédé à une fouille des lieux et confisqué un certain nombre d'objets, comme des ordinateurs et des documents.

Les deux frères sont des ressortissants britanniques installés depuis la fin du mois de décembre 2010 en Libye, où ils travaillent pour un éditeur de logiciels. On ignore pourquoi ces deux hommes, ainsi que leurs invités, qui sont également hommes d'affaires, ont été arrêtés, étant donné que leurs proches ont affirmé qu'ils n'appartenaient à aucun parti politique et qu'ils n'ont joué aucun rôle dans les manifestations hostiles au gouvernement.

Depuis leur arrestation, certains de leurs proches à Tripoli ont demandé à savoir où ils se trouvaient mais n'ont pas pu confirmer leur lieu de détention ni le motif de celle-ci.

Depuis que des troubles ont éclaté en Libye à la mi-février, de nombreuses personnes ont été soumises à des disparitions forcées organisées par des forces fidèles au colonel Mouammar Kadhafi. Selon des témoignages recueillis par Amnesty International auprès de plusieurs anciens détenus qui sont retournés dans l'est de la Libye, certains prisonniers ont subi des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Avant d'être libérés sans inculpation, ils ont également été forcés de signer des « engagements » attestant qu'ils ne participeront plus à des actions qui portent atteinte à la « réputation de la Jamahiriya [la Libye] ». Le document, dont Amnesty International s'est procuré une copie, précise également que dans le cas contraire, ils devront assumer l'« entière responsabilité » des conséquences.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS (en anglais, en français, en arabe ou dans votre propre langue) :**

- exhortez les autorités libyennes à révéler le lieu de détention des quatre hommes ainsi que le fondement juridique de leur arrestation, à faire en sorte qu'ils puissent contacter immédiatement leur famille et des avocats et recevoir les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin, et à garantir qu'ils ne seront pas soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements ;
- priez-les instamment de les libérer sans délai, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugés dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité des procès, respectant notamment leur droit d'être entendus équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi, et garantissant leur droit à une défense adéquate.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 MAI 2011 À :**

Chef de la révolution :

Colonel Mu'ammar Al-Gaddafi

Office of the Leader of the Revolution, Tripoli, Libye

**Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,***

Directeur exécutif de la Fondation Kadhafi pour le développement :

Gaddafi Development Foundation Executive Director

El Fatah Tower, 5th Floor B No.57

PO Box 1101, Tripoli

Libye

**Fax : +218 21 3350263**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Libye dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## QUATRE HOMMES DÉTENUS AU SECRET EN LIBYE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis que des troubles ont éclaté en Libye à la mi-février 2011, de nombreuses personnes ont été soumises à des disparitions forcées imputables aux forces fidèles au colonel Mouammar Kadhafi. Des dizaines d'entre elles ont été arrêtées et détenues dans l'est de la Libye et auraient été transférées dans la région de Tripoli, contrôlée par les forces de Kadhafi. D'autres personnes ont disparu dans la capitale ou dans d'autres régions contrôlées par le colonel Mouammar Kadhafi. À Tripoli, les fidèles d'une mosquée auraient même été placés en détention pour avoir prévu d'organiser des manifestations pacifiques. Le 4 mars, des témoins oculaires qui ont réussi à s'échapper ont déclaré à Amnesty International que des agents des forces de sécurité en civil fidèles au colonel Kadhafi avaient arrêté 150 personnes environ dans une mosquée de la rue Mizran, à Tripoli, pour les empêcher de manifester pacifiquement après les prières du vendredi. Des agents de police en uniforme auraient prévenu à l'avance l'assemblée des fidèles de la mosquée en leur conseillant de partir pour éviter d'être arrêtés. On ignore combien de personnes sont encore détenues, mais la famille d'un homme emmené par les agents de sécurité a déclaré à Amnesty International n'avoir depuis lors aucune nouvelle de lui ni de l'endroit où il se trouve.

Ces détenus et ces personnes disparues risquent fortement de subir des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Il est impossible de connaître le véritable nombre de personnes détenues ou disparues, car les autorités de Tripoli ne donnent généralement pas d'informations sur les personnes qu'elles détiennent et de nombreuses régions du pays ne sont pas accessibles aux chercheurs indépendants. En effet, un certain nombre de journalistes libyens et internationaux ont été détenus et soumis à des mauvais traitements pour avoir essayé d'exercer leur profession dans des régions dans lesquelles Mouammar Kadhafi a procédé à des arrestations et à des attaques contre des civils. Certains de ces journalistes sont toujours portés disparus depuis leur arrestation par des forces du colonel Kadhafi.

Depuis que le colonel Mouammar Kadhafi est arrivé au pouvoir en Libye il y a plus de 40 ans, des violations évidentes et systématiques des droits humains sont commises en toute impunité : arrestations arbitraires et détentions sans jugement, disparitions forcées, torture et autres formes de mauvais traitements, procès iniques et exécutions extrajudiciaires notamment. Les autorités libyennes ne tolèrent aucune forme de dissidence, y compris les critiques pacifiques ou les appels au changement, et emprisonnent régulièrement les personnes qui tentent d'exercer leur droit à la liberté d'expression.

AU 104/11, MDE 19/016/2011, 05 avril 2011

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

